

- Y. Goussault, A. Guichaoua, « Sociologie du développement », in J.P. Durand et R. Weil, *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot, 1989, p. 395-414.
- P. Guillaumont, *Economie du développement*, Paris, PUF, 1985, 3 t., 463 p., 605 p. et 367 p.
- H. Hauser, *L'enseignement des sciences sociales. Etat actuel de cet enseignement dans les divers pays du monde*, Paris, Marescq, 1903, 467 p.
- « Histoire et sciences sociales. Un tournant critique », *Annales esc*, Paris, A. Colin, mars-avril 1988.
- P. Hugon, *Economie du développement*, Paris, Mémentos Dalloz, 1989, 156 p.
- Y. Lacoste, *Géographie du sous-développement*, Paris, PUF, 1965.
- *Unité et diversité du Tiers-Monde*, Paris, Maspero, 3 t., 1980.
- « Les débats actuels sur le développement », *Revue Tiers-Monde*, Paris, PUF, n° 112, 1987, p. 757-875.
- Les enjeux de la tropicalité*, Paris, Masson, 1988.
- G.M. Meier, D. Seers (ed.), *Pioneers in Development*, Londres, World Bank Publication, Oxford University Press, 1984, 372 p. (Ed. franç., Paris, Economica, 1987).
- H. Mendras, M. Verret, *Les champs de la sociologie française*, Paris, A. Colin, 1988, 271 p.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, Paris, Economica, 1990.
- Rapport de conjoncture pour la géographie, section 35 du CNRS, III, La géographie des pays en voie de développement ou du Tiers-Monde, bulletin *Intergéo*, n° 78, 2^e trimestre 1985.
- G. Sautter, *Le temps des méthodes*, Paris, AMIRA, INSEE, n° 56, 1988, 21 p.
- A. Sauvy, *Le Tiers-Monde*, Paris, PUF, 1956.
- *Sociologie du développement* (Yves Goussault et alii), *Revue Tiers-Monde*, Paris, PUF, n° 90, 1982.
- M. Sorre, *Rencontres de la géographie et de la sociologie*, Paris, Ed. M. Rivière, 1957, 215 p.
- « Tiers-Monde, faim de théorie », *Revue Espace-Temps*, Paris, CNRS-CNL, n° 36, 1987, 90 p.

SIGLES

- AMIRA (Groupe), Amélioration des Méthodes d'Investigation et de Recherches appliquées au Développement (INSEE, Paris).
- BIT, Bureau international du Travail (Genève).
- CEGET, Centre d'Etudes de Géographie tropicale (CNRS, Université de Bordeaux III).
- CEREDLAREA, Centre d'Etudes et de Recherches en Economie du Développement/Laboratoire de Recherche en Economie appliquée (Paris X-Nanterre).
- CIRAD, Centre de Coopération internationale et de Recherche agronomique pour le Développement (Montpellier).
- EHESS, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales (Paris).
- IDH, Indice de Développement humain.
- INSEE, Institut national de la Statistique et des Etudes économiques (Paris).
- ORSTOM, Office français de la Recherche scientifique pour le développement en coopération (Paris).
- UNRISD, United Nations Research Institute for Social Development (Genève).

SOCIOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT ? OU : SOCIOLOGIES, EN COOPÉRATION ?

(Réflexions tirées de la réforme faite à l'ORSTOM)

par R. WAAST et B. SCHLEMMER

RESUMÉ. — Distinguer une « sociologie du développement » est une bizarrerie française qu'aucun programme fort ne justifie plus et dont la réforme de l'Orstom, en particulier, révèle les contradictions. Favorisant un rapprochement avec les communautés scientifiques du Nord et du Sud, elle a permis d'intéressantes initiatives. Mais la structuration du champ scientifique français, et la nature de ses soutiens sociaux, résistent à ce ré-aménagement. Il faudra sans doute d'autres appuis, et d'autres changements institutionnels, pour que soit reconnu le statut d'une sociologie comparative des transformations, porteuse de la triple vocation de coopération, de comparaison, et de prise en considération de phénomènes totaux.

Les changements institutionnels révèlent souvent les points de force et les maillons faibles. Tel fut bien le cas pour la réforme engagée par l'ORSTOM en 1982 (symboliquement, le sigle, maintenu, cessera de se développer en Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer pour désigner désormais l'Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération) : ses répercussions sur la « sociologie du développement », telle qu'elle se pratique à l'intérieur de cet organisme de recherche, nous permettent de dresser un diagnostic sur l'évolution (la dissolution ?) du champ de cette discipline.

A. LE CONTEXTE O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° 37494

I. — DE L'AVÈNEMENT À LA RÉFORME

Cote B ex 1

En dehors de quelques recrutements¹, ce n'est qu'aux lendemains de la décolonisation que les sciences sociales vont — signe

1. Mais qui se révéleront brillants : Balandier, Condominas, Lombard, Mercier, Sautter ont effectué leurs premiers terrains dans le cadre du corps de l'Orstom.

des temps — véritablement exister à l'ORSTOM : d'insensible, leur proportion va passer, en dix ans, à près du quart des chercheurs de l'organisme. Le recrutement puisait au vivier qui se constituait en même temps dans quelques grandes universités, à la Sorbonne en particulier, où Georges Balandier — directeur de la sociologie à l'ORSTOM — venait d'être nommé à la chaire nouvellement créée de sociologie africaine. A l'heure du tiers-mondisme dominant et de l'anti-impérialisme militant, le champ de la sociologie du développement apparaissait comme central, et la discipline s'affichait comme l'une des branches les plus dynamiques de la sociologie. Elle apparaissait comme telle dans les manuels, elle disposait de chaires à l'Université... elle était, à l'ORSTOM, la raison d'être d'une section de sociologie en pleine expansion et qui représentait, par ailleurs, l'un des rares lieux où exercer concrètement la profession dans cette branche. La sociologie est alors très sollicitée d'intervenir dans les grands débats qui partagent l'opinion. Or, la méthode qualitative — généralement prônée par l'école française — permet un type de discours qui répondait mieux à l'attente du public que celui répandu par la sociologie américaine jusque-là dominante, si aride dans sa volonté de quantification. En outre, l'objet même de cette nouvelle branche de la sociologie se situait au lieu d'une mauvaise conscience pour l'ancienne puissance coloniale. Ces faits expliquent sans doute en partie la rapidité avec laquelle elle sut se créer sa place institutionnelle. Sur le terrain, les travaux donnèrent lieu à des avancées scientifiques tout à fait importantes, et qui constituent sans doute l'essentiel d'un courant, un temps très porteur, celui que l'on a appelé l'école française d'anthropologie économique.

Mais celui-ci ne parvint pas à dépasser ses propres débats théoriques, à trouver d'autres publics. En France, pendant ce même temps, les formations de recherche avaient vu rapidement diminuer leurs crédits propres, tandis que des fonds de financement publics s'étaient créés : problèmes posés et problématiques se resserrèrent sur le champ de l'Hexagone et se redéfinirent autour des enjeux nationaux. Des domaines spécialisés — qui vont devenir des secteurs forts de la discipline — surent se structurer et se professionnaliser dans cette optique : sociologie électorale, sociologie rurale, sociologie du travail, de l'éducation... Autour d'œuvres fortes, auxquelles était donné le temps de s'élaborer, de nouveaux courants prirent forme, prirent parfois figure d'école : sociologie de l'action, de la reproduction, de l'organisation... Bien entendu,

ces nouvelles données répondaient à de nouvelles demandes, chacune en rapport avec des publics et des milieux professionnels spécifiques, dans des domaines de vives transformations sociales ou de forts enjeux.

De ces recompositions, les jeunes praticiens d'une sociologie du développement se trouvaient à l'écart. Cessant d'être portés par un espoir de transformation du monde, pâtissant au contraire de la désaffection des marxismes (qui va marginaliser encore l'anthropologie économique), confrontés à l'échec de tous les modèles politiques et économiques du développement, ils ne surent ou — sans doute — ne purent, faute de temps, consolider leur branche en un courant dynamique, indispensable, de la sociologie française contemporaine. Exerçant en diaspora, dans des pays généralement dépourvus de communautés scientifiques, tenus par les orientations d'un financement pour l'essentiel lié, directement ou non, aux interventions de Coopération française et à l'articulation principale avec le seul milieu professionnel du développement agricole, ils ne parvinrent pas davantage à se situer dans les nouvelles découpes de champs spécialisés qui se formaient en France...

II. — LA RÉFORME DE 1982

En 1981, l'existence et le devenir de l'ORSTOM viennent en discussion : doit-on conserver un tel institut spécialisé ou ne vaudrait-il pas mieux l'intégrer dans des organismes classiques de la production scientifique ? La réforme conservera l'atout d'une communauté scientifique orientée vers les problèmes des « pays en développement », mais au terme d'un véritable *aggiornamento*, structurant l'Institut en huit « départements » multidisciplinaires, constitués autour de thèmes facilitant la finalisation des recherches. Pour les sciences sociales, nous nous proposons d'analyser cette mise à jour selon une double approche :

- celle de l'aventure institutionnelle et scientifique qui s'est jouée là, avec ses changements de cours (organisationnel, géographique, thématique), ses reculs, ou ses avancées, devant des contraintes peu à peu révélées ;
- celle du repositionnement qui en est résulté, avec un rapprochement vers la découpe générale des sciences sociales en France, comme avec de symptomatiques décalages.

Les détails de cette histoire éclairent les caractères d'une « sociologie du développement » : de son absence de « programme fort » aujourd'hui, mais aussi de la fonction propre qui pourrait rester la sienne, dans le champ des sciences sociales : fécondation des points de vue et renouvellement des angles d'attaque.

B. L'AVENTURE

I. — LES CHANGEMENTS DE COURS

La réforme institutionnelle — et son mode démocratique d'élaboration —, libèrent les initiatives. Courant 1983, les chercheurs choisissent leur département et contribuent à en définir formes et contenus ; près de la moitié des orstomiens de sciences sociales optent pour l'un des deux départements « socio-systèmes urbains » et « stratégies de développement ». Dans leur cadre — et rompant avec la précédente atomisation du milieu — se forment des équipes de recherche (5 à 8 chercheurs se cooptant). Ces équipes se nouent non par affinités géographiques, mais *thématiques* : chacune construit sa charte (problématique, pratique d'échange et produits attendus). Ce choix d'observatoires multilocalisés, domaine par domaine, complique la communication ? Pourtant, c'est bien là que résidera la dynamique scientifique.

Ce mode de fonctionnement révèle tout à la fois, nous semble-t-il :

- la grande défiance vis-à-vis des généralisations rapides ou des coups de force théoriques (l'application — toujours décevante, et parfois terrifiante — des grands modèles et des grandes théories de la décennie soixante en ayant développé l'irréductible horreur)
- et le souci, cependant, de renouer avec une ambition théorique, en tirant parti de chantiers empiriques contrastés pour aboutir à une vision synthétique de son objet.

Le dispositif se prête également au *triple redéploiement* qui caractérise l'*aggiornamento* effectué : nouvelles thématiques, d'abord, dont s'emparent les équipes ; nouveaux lieux d'investigation, deuxièmement (choisis aux épicentres des mutations mondia-

les) ; nouvelles coopérations enfin (par leur nombre et leur forme, en France et hors de France) avec les partenaires scientifiques et les milieux professionnels. Voyons-les plus en détail.

1. L'apparition de nouvelles thématiques

La sociologie du développement avait su, dans les précédentes décennies, rendre compte de la structuration de formations sociales rurales par l'articulation de modes de production ; elle pouvait en caractériser les tensions, où trouvaient prise des processus de changements parfois profonds, mais sans cassure ; elle avait produit la conceptualisation du « développement » comme intervention de l'Etat. L'anthropologie, pour sa part, avait insisté sur le rôle des systèmes de représentation dans le contrôle social, et sur celui de la création « symbolique », composantes importantes dans la réappropriation de leur histoire par des sociétés « dominées ». Mais pendant le même temps, le Tiers-Monde éclatait, dans le processus de mutations économiques mondial. Plusieurs types de pays se sont de plus en plus différenciés ; selon leur logique de société et la stratégie de développement mises en œuvre : ils se retrouvent en position très contrastée, allant de la marginalisation sans croissances à l'intégration dans le système dominant. Comment peut-on reprendre pied dans ce tourbillon de déstructurations-restructurations mettant simultanément en jeu toutes les composantes de la réalité sociale ?

Il s'agit de reconstruire, par parties, un discours éclairant les déterminants et les voies de ces « mises en désordre » (mise en quel ordre inédit ?), et d'abord de préciser les phénomènes stratégiques auxquels consacrer la première attention. On pressentait comme importants, par exemple², la formation d'un salariat (ou de nouveaux rapports de travail), la ville comme lieu et milieu de nouvelles qualifications sociales, les transformations du rôle et de la nature de l'Etat... Dans le champ géographique habituel à la sociologie française du développement, quelques noms réputés avaient bien tenté d'impulser leur prise en considération (G. Gosselin ou J. Copans, concernant le « travail », par exemple ou, trop précurseur pour être entendu, G. Balandier à propos de l'élaboration en

2. On voit se multiplier, dans la littérature scientifique internationale, les études consacrées à ces nouveaux objets ; cf. les sommaires de *Current Sociology* depuis les années 1975, par exemple.

ville de nouvelles formes sociales³. Les articles fondateurs n'avaient pourtant créé nulle mobilisation. Soudainement, — et puisqu'il est devenu possible d'étudier ces phénomènes aux épencentres de la transformation (en Amérique latine, par exemple, pour les nouvelles socialisations et la régulation des conflits dans l'émergence du travail salarié; en Asie du Sud-Est, pour la renégociation moderniste du capital culturel et social, les rapports de l'Etat et des minorités, etc.) —, on entreprend de les porter au centre de l'attention.

Les changements de thématiques à l'ORSTOM ne concernent évidemment pas l'ensemble des sciences sociales; les innovations les plus évidentes se portent vers les phénomènes sociaux nés des urbanisations récentes, les formes du politique dans la transformation, les nouveaux groupes sociaux et l'innovation, le jeu et l'enjeu des représentations construites par les acteurs⁴... En exposant les thèmes autour desquels de jeunes équipes vont « prendre », on peut opportunément faire ressortir la découpe suivante:

- a) en certain cas, il s'agit d'une mise à jour (avec des apports originaux) de la sociologie du développement au regard des sociologies « de pays développés » (sociologie du travail, du politique...);
- b) ou bien ce sont des « fronts pionniers » qui se dessinent, simultanément à l'ORSTOM et en sociologie française, parfois dans la concertation ou la connaissance mutuelle des travaux menés (sociologie des sciences, processus identitaires, anthropologie médicale...);
- c) des innovations spécifiques, enfin, sont apportées par la branche, dont on ne rencontre pas (pas encore) l'équivalent au Nord (géographies culturelles ou des conflits, anthropologie de la guerre...).

a) Les mises à jour de la sociologie du développement

Des équipes se créent autour de champs correspondant à des branches de la sociologie en France déjà bien identifiées et fort structurées, mais nouveaux pour la sociologie du développement: ainsi en est-il d'une sociologie du travail, ou de l'étude des formes

3. Cf. G. Balandier, *Sociologie des Brazzavilles Noires*, Paris, Armand Colin, 1955.

4. La sociologie des religions (au reste peu développée jusqu'alors à l'Institut), cède le pas à une sociologie du religieux, mettant l'accent sur les stratégies conflictuelles.

du politique. L'originalité est d'en rechercher l'élargissement (le renouvellement ?) en s'appliquant à l'étude de situations fort diverses, et notamment distinctes de la réalité française: celles qui prévalent en pays peu ou récemment industrialisés.

— La sociologie du travail qui se développe alors, par exemple, parie sur le travail comme creuset de restructuration de rapports sociaux, d'invention du politique et de sociabilité. La question de l'émergence de nouveaux rapports sociaux liés à une condition ouvrière est abordée par l'étude des mouvements syndicaux et des trajectoires sociales et familiales: il s'agit de saisir le processus par lequel se forge une conscience et prend racine un « style » ouvrier chez des individus privés de cadres sociaux traditionnels. Ainsi devient-il possible de repenser aussi bien les métamorphoses de cadres sociaux longtemps dominants que le jeu des classes sociales. L'intention est de suivre la dialectique de l'innovation et des structures jusqu'au risque de subversion du « système social régent » (nommons ainsi le système social — de castes, d'ethnies ou de classes — lorsqu'il envahit tous les niveaux de conscience, oriente la perception des situations et induit les comportements pratiques). Ainsi le « travail » n'apparaît-il plus tant comme un facteur déterminant des structurations que comme le lieu où trouvent à se dissoudre les rapports et les instances traditionnellement structurants; où, comme en un creuset, peuvent prendre forme et se différencier de nouvelles découpes et de nouveaux dispositifs, en des domaines variés. Nous nous référons particulièrement ici aux travaux dont rendent compte « Les Cahiers » de l'équipe « Pratiques sociales et travail en milieu urbain », publié par l'ORSTOM (notamment le n° 10, 1989, où se démontre comment le « Travail » est politiquement structurant).

— La sociologie politique est également intéressée à ces « remodelages » de la société: mais elle repère ceux-ci en mettant l'éclairage sur les (re-)mises en ordre, les formes de coercition et de consentements, les stratégies d'acteurs autour de ces « enjeux globaux que sont l'identification, la reproduction, la sauvegarde, l'expansion d'une collectivité délimitée et souveraine⁵ ». Elle s'intéresse aux « politiques en actes » (aux politiques d'éducation, par exemple, ou aux politiques économiques d'encouragement à l'entreprise), dans la mesure où ces politiques témoignent de

5. M. Verlet, *Projet scientifique de l'ur « Innovations, pouvoirs, dynamiques sociales »*, ORSTOM, 30 mai 1990, multigr.

l'emprise locale que l'intervention publique aura rencontré ou saura susciter; mais elle manifeste une prédilection pour ces moments où « normes et institutions perdent leur efficacité, où sont mises en cause et déplacées les lignes mêmes de démarcation du politique »⁶. Le champ du politique s'y dissout provisoirement dans l'ensemble du champ social; les terrains de manœuvres et les registres agissant pour une mise en ordre — en un ordre inédit —, pour multiples qu'ils soient, ne sont pas contingents: ils donnent à connaître la structuration des autres champs « autonomes » (le religieux, l'économique...), et manifestent les tensions les plus fortes. Plusieurs travaux (J. Garcia-Ruiz, M. Verlet, D. Vidal...) se tournent ainsi vers les « expressions religieuses du politique », tandis que — événement presque fondateur en France — C. Geffray produit une sociologie de la guerre, au terme de trois ans d'observation dans une région du Mozambique gagnée puis déchirée par l'affrontement armé: il fait comprendre comment s'effectue le passage de la paix à la guerre, comment se constitue « une institution militaire, dépourvue de projets politiques, qui trouve dans la guerre qu'elle fomente les conditions vitales de sa reproduction comme corps social armé »⁷, à quelles logiques répondent l'usage systématique de la terreur et le massacre massif des populations. On saisit au passage comment l'internationalisation de la production vivrière peut rendre la production locale explétive, les paysannes inutiles, et rendues « libres » de convertir à l'usage du glaive une force de travail normalement vouée à la charrue⁸.

b) L'exploration de nouveaux domaines

D'autres équipes se constituent pour explorer de nouveaux domaines qui, en même temps qu'à l'ORSTOM (à propos de pays « en développement »), émergent ailleurs en France (mais à propos de pays « développés »):

— Prenant ses distances avec les études « Mertonniennes », une nouvelle sociologie des sciences s'intéresse aux pratiques à la fois sociales et cognitives dans les actes de recherche. En pays anglo-saxons, elle met en évidence les conflits de paradigmes lors d'inno-

6. *Ibid.*

7. Ch. Geffray, *La cause des armes au Mozambique*, Paris, CREDU-Karthala, 1990, p. 17.

8. Un nouveau programme vient d'être engagé, en coopération avec le CNRS, qui étend à l'Asie du sud et du sud-est et à l'Amérique latine l'élaboration de cette sociologie de la guerre.

vations scientifiques (controverses, apparition de domaines nouveaux); en France, l'accent est mis sur les stratégies des chercheurs, leurs constructions de réseaux de soutien, et les conséquences en politiques scientifiques. A l'ORSTOM, au même moment, une équipe se forme, dont les problématiques se centrent sur les processus d'émergence de communautés scientifiques, et les réseaux (comme les raisons) de l'innovation technique. L'attention se porte sur les idiosyncrasies (y compris éthiques) des groupes porteurs et récepteurs de science, sur les grilles de réception et de ré-émission des idées scientifiques; deux concepts se montreront particulièrement utiles: celui de « professionnalisation », et celui de « style de science »; la bataille pour le statut (des emplois et une position sociale) crée le style (en référence à des institutions-phares, dans des domaines scientifiques de prédilection, autour de normes professionnelles et d'une conception du « métier ». Plusieurs styles, dérivés d'avancées dans des champs différents de la connaissance, peuvent se combattre, se hiérarchiser, se succéder; il y a moins émergence que succession de ré-émergences, avant institutionnalisation.

— Les transformations (liées à la crise des années 1975) dans l'intégration de la main-d'œuvre immigrée⁹ ont fait de la notion d'identité une notion centrale — encore que souvent ambiguë —, alimentant de nombreux débats. Manuela Gumucio se trouve illustrer de façon frappante la démarche la plus novatrice: Chilienne et exilée, elle a publié une première étude¹⁰ sur les Chiliens à Paris; retournée au Chili sous la dictature¹¹, elle entreprend un second travail sur la perception d'une identité nationale par ceux demeurés au pays, opposants ou non¹². Dans la confrontation de ces deux enquêtes, la notion d'identité vue en terme de « trait culturel » vole en éclat: il apparaît avec évidence qu'il ne s'agit pas tant de définir l'identité de telle ou telle population, que tenter de comprendre comment, dans un contexte de crise, des groupes sociaux qui se sentent menacés se posent et se recomposent dans des proces-

9. M. Tripier, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, CIEM-L'Harmattan, 1990.

10. M. Gumucio, « Représentations et identité chez les exilés Chiliens à Paris », in *Vers des sociétés pluri-culturelles; études comparatives et situation en France*, colloque co-organisé par l'APA et l'ORSTOM, tenu en 1986, et dont les « Actes » sont publiés sous le même intitulé (ORSTOM, 1987, coll. « Colloques et séminaires »).

11. Mais avec la nationalité française et un contrat d'association avec l'ORSTOM.

12. M. Gumucio, « Représentations collectives et construction identitaire au Chili », in *Questions d'identités comparées*, textes réunis par M.J. Jolivet, sup/ORSTOM, 1989, p. 43-57.

sus de constructions identitaires. « Après vingt ans de tentatives politiques contradictoires, construites sur le principe d'une négation du passé immédiat, la production symbolique a subi des mutations trop importantes pour que ne soit pas mise en cause l'essence même du social¹³. » Ce que montre ainsi l'auteur, c'est que le paradoxe d'une si longue dictature — que n'explique pas seulement la terreur d'Etat — se résout dans le temps nécessaire à la maturation de nouvelles représentations collectives et reconstructions communautaires.

— Nous pourrions citer également la vigueur d'une sociologie de la santé liée à l'anthropologie des représentations, qui s'illustrera dans d'autres départements de l'ORSTOM¹⁴. Le fait traduit, lui aussi, une homologie croissante dans l'approche des questions de modernisation¹⁵.

Ainsi, il s'affirme de plus en plus clairement que les pays auxquels depuis longtemps s'attache la sociologie (sans autre spécification), et ceux où se cherche une sociologie (mal) dite « du développement » ne relèvent plus toujours d'outils d'analyse nécessairement différents; et moins que jamais les concepts qui cherchent à opposer deux mondes (Occident/Tiers-Monde, Nord/Sud, Centre-Périphérie, pays développés/pays en développement, etc.) ne semblent pertinents ou adéquats à leur objet. Ce qui ne veut pas dire — on va le voir maintenant — que la fréquentation d'un terrain excentré soit sans conséquence sur la pratique scientifique, ne soit pas riche d'approches heuristiques.

c) *L'apport des innovations spécifiques*

Depuis plusieurs années, des problématiques s'élaboraient par l'intégration, au sein d'autres disciplines, d'un regard sociologique¹⁶. Elles trouvent meilleure écoute, et prennent leur essor. Mentionnons la socio-économie des petites productions marchandes¹⁷, ou l'approche de la démographie par l'étude des

13. *Ibid.*, p. 44.

14. Département « Indépendance sanitaire », et illustrée par l'équipe animée par J.-P. Dozon.

15. Cf., notamment, Cl. Herzlich, J. Pierret, *Malades d'hier, malades d'aujourd'hui. De la mort collective au devoir de guérison*, Paris, Payot, 1984, 295 p.

16. Ce type d'approche vers une certaine multi-disciplinarité a toujours été une caractéristique de l'ORSTOM, due sans doute aux affectations outre-mer de longues durées: le chercheur s'y trouve, dans le même temps, isolé de sa communauté scientifique, mais en contact très étroit avec des collègues de disciplines voisines.

17. Cf. en particulier, les travaux de J. Charmes.

flux et réseaux¹⁸, modes d'approche déjà arrivés à maturité. Arrêtons-nous plutôt sur l'émergence d'une « géographie culturelle », ou d'une « géographie des conflits ». Espaces et sociétés sont ici indissociables, et la géographie qui en résulte est celle d'un « espace-région » conflictuel. Celui-ci porte l'empreinte des sociétés qui s'y développent, plus que l'inverse. Il n'est pas tant « le milieu », imposant vocations et contraintes à l'action des hommes, ni « le territoire », dont frontière et marques dupliquent et renforcent symboliquement l'ordre humain qui s'y est établi: il est une organisation (dans son état momentané) qui témoigne des manœuvres et des initiatives que les antagonismes socio-politiques et le mouvement social construisent en développant leurs stratégies, déplaçant les terrains d'opération. Ainsi, dans une étude consacrée au Vanuatu¹⁹, J. Bonnemaïson dégage l'opposition entre un espace « réticulé » (des places — lieux d'enracinements — et un réseau de routes — par où passe la communication entre alliés, entre égaux; et pour le reste, de grands vides...) et la conception d'un espace plein, centré, asymétrique, se développant avec l'institution d'un appareil moderne de pouvoir. Il poursuivra en révélant les contradictions entre organisation spatiale politico-économique et enracinement territoriaux, posant ainsi les bases pour comprendre un certain « refus de l'Etat » (qui exprime la contradiction entre Etat-nation et société civile), pour questionner les notions de développement et d'autonomie. De son côté, Ph. Cadène fonde ce qu'il peut appeler une « géographie des conflits », avec l'intention explicite de contribuer à une « géographie du changement social »: dans ses études de cas²⁰, loin de s'interroger, par exemple, sur les contraintes que les disparités régionales font d'emblée peser sur l'émergence d'entrepreneurs dans de petites villes du Rajasthan, il part du fait même de cette émergence pour s'attacher aux articulations et aux alliances qui la rendent possible, entre capitalistes Jaïm (secte ascétique hindouiste) résidant à Bombay, technocrates du

18. Cf. les recherches de D. Delaunay, notamment: « L'espace d'une transition démographique », in *Equateur 1986*, colloque co-organisé par l'Equateur, l'IFEA et l'ORSTOM, tenu en 1986, et dont les « Actes » sont publiés sous le même intitulé (ORSTOM, 1989, coll. « Colloques et séminaires », Delaunay et Portais, eds, 2 vol.).

19. J. Bonnemaïson, *Les fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie). Essai de géographie culturelle*, Livre 1, *L'arbre et la pirogue*, Livre 2, *Les hommes-lieux*, ORSTOM, 1986-1987, coll. « T.D. 201 ».

20. Cf. notamment, Ph. Cadène, « Le développement de la petite industrie en Inde: le cas du marbre dans une petite ville du Rajasthan », in *Tiers-Monde*, n° spécial (Cadène et Madeuf, eds), « L'Inde: libéralisme et enjeux sociaux », vol. 30, n° 119, juillet-sept. 1989, p. 673-693.

gouvernement favorables à l'industrialisation des campagnes, et fils cadets de grandes familles foncières du Rajasthan. L'espace créé par cette conjonction inédite, qui échet à des acteurs relevant jusqu'alors de mondes séparés, est constitué de réseaux qui vont régler les formes et les chances, l'élan et les contradictions d'une industrialisation dont la portée n'est pas seulement économique: elle promeut un remodelage social et promet un changement des forces et des dispositions politiques.

2. Le redéploiement géographique

Dans tous les cas, il convient de souligner enfin une volonté communément partagée: la construction des équipes, malgré les difficultés accrues de communication au sein d'une diaspora ainsi très éclatée, semble avoir été guidée par le souhait de confronter des données obtenues en tous lieux où l'on suppose des différences de types importantes dans les champs investis. Ce qui conduit à chercher des terrains géographiques nouveaux.

Le monde, en effet, a changé, en deux décennies: reste-t-il possible, pour un Institut qui se veut de recherche sur le développement, de continuer à ignorer totalement l'Asie (l'Asie du sud-est, en particulier), à tenir le Moyen-Orient pour secondaire et à ne pas choisir, en Amérique latine, les nouveaux pays industriels? L'éclatement du Tiers-Monde interdit définitivement de prendre l'un quelconque de ses cas pour typique de l'ensemble. Au contraire, la croissance spectaculaire de pays jusqu'alors sous dépendance (tandis que d'autres se marginalisent), le rôle de l'industrialisation, dans cette différenciation, obligent à recentrer l'attention sur de nouveaux groupes ou de nouveaux phénomènes au cœur du changement social, et de le faire *aux épicycles* de leur émergence.

Cette soif de « comparatisme »²¹ amène donc certains à un changement de cap géographique radical: pour le seul département H, par exemple, où un quart des chercheurs franchit ce pas, nous savons qu'un tiers²² s'y déclarait prêt. Or, il faut mesurer l'investissement personnel considérable que pareille reconversion suppose; car il s'agit de s'enraciner sur place (le principe reste celui d'un travail en expatriation, et en coopération dans des struc-

21. Les guillemets indiquent que le terme de « comparatisme » ne doit être pris que dans le sens de cette volonté de confrontation que nous avons notée plus haut, et non dans un sens fort de méthode rigoureuse permettant une science comparée.

22. Questionnaire du département H: 1983.

tures scientifiques locales), de reconvertir son capital et son réseau scientifique, de perdre en France son référant pour tâcher d'en pénétrer un autre (car la division par « aires culturelles » est puisante, et fonde des corporations), d'investir lourdement dans de nouvelles langues, et dans la connaissance approfondie de civilisations différentes, bref de changer sa vie en même temps que sa problématique...

Afin de renforcer ces initiatives, certains recrutements sont obtenus en raison de formation reçue déjà centrée sur les nouveaux champs et les nouvelles aires visées. Au cours de cette période initiale, en effet, l'ORSTOM (l'Institut, ou tel département, et quelquefois des chercheurs: il y a floraison d'initiatives) s'engage délibérément dans l'active prospection de nouvelles implantations. Certaines ne rencontreront qu'un succès limité, soit faute d'un nombre suffisant de chercheurs ORSTOM (ce fut le cas pour l'Afrique australe et, plus généralement, pour l'Afrique non-francophone et le Moyen-Orient), soit par suite de difficultés institutionnelles ou politiques (comme pour l'Inde, pour partie). Mais le bilan reste très significatif; pour les seuls départements à majorité sciences sociales (D et H):

— en Asie, la jeune équipe intéressée aux pratiques et politiques des sciences délègue en Inde et à Singapour — pays à la fois « en développement » par leur PNB, et « développés » par leur communauté scientifique — des sociologues qui travailleront sur les institutions de recherche; l'Inde encore sera le terrain d'autres sociologues travaillant sur l'insertion des migrants en ville, les types de démocratie ou la crise de l'Etat, et d'un anthropologue qui met en évidence les expressions actuelles des formes du politique à travers l'efficace sociale du symbolique et du sacré²³; en Thaïlande s'engage un intéressant programme sur les rapports entre Etat et minorités ethniques²⁴, ainsi que des programmes plus socio-économiques portant sur l'étude de l'innovation et des conditions d'apparition d'entrepreneurs et d'entreprises; au Bangladesh se conduit une sociologie mettant en rapport institutions et représentations de la santé, ainsi qu'une étude des formes de socialisation ouvrière;

23. D. Vidal, « L'électeur et le renonçant. Pour une anthropologie des faits politiques dans la société indienne contemporaine », in *Revue française des Sciences politiques*, vol. 38, n° 5, oct. 1988, p. 795-806.

24. En liaison avec le Tribal Research Institute (TRI); cf. J. McKinnon et B. Vienne (eds), *Hill tribes today*, White Lotus-ORSTOM, (TRI-ORSTOM Project), 1989, 507 p.

— en Amérique latine, l'ORSTOM était déjà présente, mais — mis à part le cas de l'Equateur, où une enquête pluridisciplinaire établit un inventaire des ressources²⁵ — les sciences sociales ne disposaient pas réellement d'équipe ni de programme fort. C'est là l'autre pôle où l'équipe de sociologie des sciences va s'implanter: non seulement les communautés scientifiques y sont présentes, notables, inventives²⁶, mais c'est aussi le seul continent (hors du domaine anglo-saxon) où les études sur la science sont constituées comme champs et développés depuis plus d'une décennie; l'analyse des formes du politique et de ses expressions — un champ nouveau pour l'ORSTOM — s'intéresse, au Chili, aux représentations et constructions symboliques qui permettent de vivre la dictature, aux formes de contrôle et de solidarité relayant la protection sociale du pouvoir, au rôle des églises et des initiatives populaires, etc. (ce thème des initiatives spontanées étant également repris au Brésil, en Argentine, en Amérique centrale); au Brésil, la jeune équipe de sociologie du travail va s'engager dans une étude des changements de procès de travail, des formes de gestion de la main-d'œuvre dans les industries de pointe, des formes de socialisation ouvrière; l'étude des socio-systèmes urbains prend également son essor en Amérique latine (Equateur, Mexique)...

3. La découverte de nouveaux partenaires

L'ouverture de chantiers si nouveaux dans des régions par l'ORSTOM méconnues appelle enfin à la rencontre de partenaires inédits: français d'abord, afin d'atteindre la taille critique d'intervention²⁷; étrangers surtout, partenaires dans les pays d'accueil. Les détracteurs du redéploiement (nous verrons plus loin qu'il en est, et beaucoup plus que prévu) promettaient la faillite de l'opération, faute notamment de partenaires locaux: la surprise fut au contraire d'en découvrir le nombre et la variété, dès lors que l'on proposait l'intervention des sciences sociales dans des champs divers et spécialisés. En même temps, la recherche et la négociation de ces partenariats éclairaient d'un jour nouveau l'exercice

25. Cf. *Equateur 1986, op. cit.*

26. Mains questionnements, problématiques ou conceptuels, sont nés de débats d'abord latino-américains; un exemple parmi d'autres: c'est d'ici qu'en sociologie proviennent les hétérodoxies de la recherche-action.

27. Et toutes les formes de contact sont recherchées, de la collaboration presque informelle aux recrutements dans le corps, en passant par les postes d'accueil, les créations de séminaires conjoints, les constitutions d'équipes en ASP, etc.

du métier, en ré-orientait les développements. A titre d'exemple, aborder une coopération scientifique en Inde met aussitôt en présence d'un nombre impressionnant de chercheurs, d'un foisonnement d'institutions, de véritables communautés savantes: très vite se pose la question troublante des *fondements* d'une recherche française en Inde, de sa spécificité, de sa complémentarité avec les autres travaux français, avec les interrogations posées par les chercheurs indianistes du monde, à commencer par les chercheurs indiens eux-mêmes²⁸.

Seconde découverte: les champs proposés ne masquent ni la portée sociale ni l'insertion « marchande » de la recherche: la « demande sociale » est importante, diverse, et la recherche se conduit clairement sur commande. Les gouvernements admettent généralement la diversité des organismes, et celle des canaux d'expression d'une « demande » qui est bien « sociale » et pas seulement « d'Etat »: nombre de centres que le secteur public agréé comme partenaires officiels de coopération (et parfois subventionne) ont un statut privé, ou de fondation. Citons par exemple telles ONG qui occupent en force certaines positions (comme à Calcutta, sur les relations villes/campagnes); ou les centres de recherche sur l'entreprise qui, en Amérique latine, sont souvent en rapport avec les chambres d'industrie; ceux sur le travail ou les milieux ouvriers, souvent en liaison avec les organisations syndicales (Argentine, Brésil, Chili, Equateur...).

Il faut apprendre de nouvelles formes de coopération, parfois contraignantes, mais adaptées au fonctionnement de la recherche sur place (participation conjointe à la recherche et à l'exécution de contrats, participation à des enseignements, à des comités d'experts, à des cycles de conférences...), et aux besoins exprimés par le partenaire (contribution à la recherche par la recherche, contribution à la vulgarisation et à une diffusion « grand public »²⁹, etc.). Les situations rencontrées, dans un double décalage des approches familières aux Français par rapport à celles que pratiquent les chercheurs des pays d'accueil, vont faire évoluer programmes et problématiques. C'est ainsi qu'en Amérique latine,

28. Cf., in « L'Inde dans les sciences sociales », département H, *Bulletin de liaison* n° 13, ORSTOM, Paris, 1988, la 1^{re} partie, et le débat sur les « perspectives et les enjeux de la recherche en sciences sociales en Inde » (exposé de R. Lardinois et discussion: voir notamment l'intervention de M. Izard), p. 17-25 et 30-35.

29. La convention signée entre l'ORSTOM et Madagascar peut servir ici de modèle du genre; cf. *Département H, L'équipe Madagascar. Une expérience de coopération, une équipe de recherche, 1985-1987*, ORSTOM, 1987, 94 p.

c'est le questionnement des partenaires qui conduit l'équipe de sociologie des sciences, partie étudier les conditions d'émergence de communautés scientifiques, à s'orienter en outre vers la relation Université/secteur productif, puis vers les réseaux de l'innovation, observés dans des branches spécifiées : agro-alimentaire, chimie fine, informatique³⁰.

La demande en sciences sociales est donc intense, mais différenciée, par champs de découpe classique (études urbaines, sociologie rurale, science politique...) ou moins habituelles (intégration nationale, innovation...). Les contraintes d'un partenariat et la recherche de longue durée (le plus souvent au sein d'institutions scientifiques locales) vont conduire les chercheurs à des spécialisations plus poussées que celles d'une « sociologie du développement ». En outre, ils sont — désormais — soumis à une critique locale, et rappelés à voir dans leurs analyses la part de subjectivité et de préjugés culturels qu'ils investissent dans leurs propres paradigmes, découpages de champs, pratiques de recherche. Ainsi s'introduisent des décalages dans les problématiques et les pratiques des uns et des autres — et potentiellement des progrès ; mais les difficultés de l'exercice apparaissent rapidement : ainsi par exemple, un très bon centre de recherche en sociologie du travail, au Brésil, accepte-t-il mal que des enquêtes doivent être menées auprès des dirigeants d'entreprise (ou du personnel), tandis que le chercheur français a quelque hésitation devant les méthodes de recherche-action en milieu syndical — où le centre excelle. Il faudra deux ans pour que des pratiques, d'abord séparées, communiquent et que le malentendu, levé, devienne productif.

II. — OBSTACLES ET CONTRAINTES

Réticences et oppositions révéleront bientôt que toucher aux sciences sociales du développement perturbe le jeu du champ scientifique français, qui leur confère donc toujours une place, dans sa structuration : celle-ci a ses gardiens de l'ordre établi, des collègues qui estiment avoir trop investi dans la recherche pour

30. Les enquêtes mettront en évidence l'importance de chaînes — personnalisées — de relations, souvent liées à l'existence de corps, ou de solidarité sociale tout à fait indépendantes du marché. Des études parallèles, conduites au Brésil avec d'autres méthodes, révèlent les mêmes tendances. La comparaison avec l'Asie du Sud-Est, l'Europe (et certains pays d'Afrique) s'avère prometteuse.

risquer d'en réorienter le cours, des institutions de recherche qui ont peur de perdre leur spécificité ou qui craignent que des collaborations nouvelles rendent leur programmation difficile à maîtriser, des tutelles ministérielles, enfin, qui craignent de perdre l'usage exclusif d'un outil non négligeable de négociation.

1. Le milieu scientifique

a) Les oppositions internes

Dans l'ORSTOM même, un courant se défiera du nouveau cours engagé. Mieux vaut, lui paraît-il, consolider la pratique de recherche qui assure à l'Institut une place reconnue dans le champ des « études françaises de développement » : accumulation d'observations minutieuses et monographiques, réunies sur micro-terrains lors d'affectation de longue durée, avant tout ; spécialisation africaniste, également, et ruraliste ; option toujours possible de publications internes (fussent-elles rares), mais libérées de la triple contrainte de l'expertise rapide, de la précipitation académique à écrire et à théoriser, comme de la généralisation hâtive (exigée par les médias qui tendent à supplanter la rigueur scientifique et l'adhésion des collègues dans la reconnaissance de la valeur professionnelle). Il conviendrait de capitaliser les savoir-faire (on propose de renouveler les approches en revisitant d'anciens terrains ; ou de synthétiser la production interne des anciennes décennies) ; et il convient d'inculquer à de jeunes recrutés les normes professionnelles correspondantes, en les affectant dans des pays où ils trouveront l'encadrement de seniors ORSTOMiens. Chacune de ses positions engendre évidemment des oppositions, et les controverses seront constantes : sur le profil des recrutements (généralistes ou déjà spécialisés ?) ; sur les affectations, leurs délais (plongée immédiate dans l'habitus formateur du séjour outre-mer, ou après élaboration avec l'équipe de rattachement d'une problématique argumentée ?) ; partant, sur les aires de ces affectations (africaines, et francophones, ou pas ?) ; sur les programmes, encore (dans la « tradition », ou non, des savoir-faire ?) ; sur la nature des partenaires (recherchés selon les accords classiques entre les Etats et l'ORSTOM, ou selon des modalités nouvelles), etc...

b) *Les oppositions des autres instituts, et de leurs chercheurs*

A ces objections internes s'ajoutent celles de scientifiques français établis en d'autres institutions, notamment celles qui sont liées à la découpe traditionnelle en « aires culturelles ».

— Les spécialistes non africanistes voient quelque imprudence (et quelque impudence !) à l'investissement de leurs terrains par des collègues déjà formés à la recherche, mais « naïfs » en leur nouveau domaine, l'abordant sans être passé par les filières de formation classiques (qui non seulement inculquent les connaissances nécessaires, mais structurent souvent la communauté spécialisée). Mis à part quelques exceptions remarquables³¹, l'aide sollicitée ne recevra pas un accueil enthousiaste³².

— Mais ce sont les africanistes qui seront peut-être les plus réticents. Le cours pris par les départements naissants leur paraît une « trahison », qui entraînera fatalement une perte en postes offerts aux futurs étudiants, une perte en collaborations pour les revues du champ et, surtout, la contestation d'un style de science, entraînant l'affaiblissement du consensus au sein d'un complexe scientifique (et parfois politico-scientifique) d'intérêts communs pour les études africanistes.

2. *Les ministères de tutelle*

« Les tuteurs » sont précisément au cœur de ce complexe politico-scientifique. Celui de la Recherche, loin d'être un frein aux changements en cours, sera dans un premier temps d'un puissant appui : il constitue en « Programme mobilisateur » la recherche pour le développement, crée en son sein un département spécialisé, doté, animé par des fonctionnaires fraîchement issus de hautes formations supérieures... Bientôt, pourtant, la priorité revient de plus en plus aux questions d'avancées technologiques, puis d'économie et de société française qui s'y relie. L'interface avec la recherche se reconstruit selon ces lignes. L'expertise des jeunes

31. Citons en particulier J.-R. Chaponnière et M. Zins, qui accepteront un détachement à l'ORSTOM pour contribuer à mettre en œuvre des implantations orstomiennes nouvelles, en Thaïlande, pour le premier, en Inde, pour le second.

32. La négociation de nouvelles implantations et de relations scientifiques fiables par l'ORSTOM en Asie, voire en Amérique latine, se fera finalement davantage grâce à l'aide amicale de réseaux anglo-saxons (américains, australiens, néo-zélandais...); les premières publications seront non francophones, et les revues françaises spécialisées ne s'ouvriront que fort tardivement.

diplômés est reportée vers les domaines prioritaires, tandis que la relation avec la Recherche en coopération — secteur de plus en plus subordonné — est remise à des fonctionnaires souvent rompus à la gestion traditionnelle du champ, souvent issus d'organismes sous tutelle qu'ils tendent à représenter, ou du moins professionnalisés par une longue expérience en Afrique et dans des domaines alors majeurs (agriculture et médecine « tropicalistes »). Le ministère de la Coopération, d'abord dépossédé de son rôle directeur, saura parallèlement plaider ses propres intérêts, et faire de plus en plus sentir son poids. Ses priorités sont doubles : l'une, géographique, liée à son domaine d'intervention ; l'autre, thématique, pour éclairer les actions de développement qu'elle finance (économie rurale et santé, principalement). Là encore, le comparatisme (taxé de dispersion) et l'initiative thématique (jugée incompatible avec l'orientation des politiques publiques) sont dénigrés, puis condamnés. Avec le changement de majorité politique et la nomination d'un nouveau directeur à la tête de l'Institut, le différend va jusqu'à prendre un goût de revanche ; mais ces mêmes pesanteurs vont perdurer malgré la nomination (à nouveau, avec le retour au pouvoir de la majorité présidentielle) d'une direction que nul ne peut plus soupçonner de préparer la disparition de l'Institut : le fait montre bien que les logiques en œuvre ne recourent pas simplement des clivages politiques. Il montre aussi l'importance, pour les orientations nouvelles, de rechercher des soutiens sociaux — qui ne soient pas seulement gouvernementaux. Les domaines qui résisteront le mieux, à l'ORSTOM (les études urbaines, par exemple, en liaison avec les urbanistes français intéressés dans le Tiers-Monde ; ou celles sur l'emploi et le secteur informel, en liaison avec le BIT, etc.) sont ceux où les équipes qui s'y sont investis ont su pénétrer les réseaux professionnels intéressés, et s'y faire reconnaître.

C. LE REPOSITIONNEMENT

Ces faits n'auraient qu'un mince intérêt s'ils ne montraient comment est structuré le champ scientifique français — comment il s'inscrit dans un champ social. Bizarrie du point de vue de la sociologie mondiale, la « sociologie du développement » en France

tire de là sa capacité de résistance — même si les spécialistes passent désormais beaucoup de temps à critiquer la notion même de « développement » ! Pour en apprécier le futur, il convient à la fois de considérer ses évolutions au regard du reste de la sociologie, en France et dans le monde (et le Tiers-Monde), et d'imaginer si des transformations des réseaux publics et sociaux de soutien sont prévisibles en France, modifiant contenu et intitulé. C'est en quoi l'expérience de l'ORSTOM présente quelque intérêt.

I. — RAPPROCHEMENT RÉCIPROQUE DES « STYLES » DE SOCIOLOGIE

Sous la pression des faits, mais par des voies différentes, la sociologie « générale » et celle « du développement » ont évolué, leurs approches et leurs sujets d'intérêt sont venus à converger.

1. Un regard partagé

Rappelons le mouvement général de la sociologie du développement. Au paradigme initial de la « modernisation » s'était substitué (l'ORSTOM y a contribué) un paradigme de la « dépendance ». Les études portaient sur la nature de formations sociales, l'articulation de modes de production, les contradictions en œuvre dans le monde rural, le développement saisi comme intervention d'Etat... Le paradigme privilégiait les macro-structures, les classes et les conflits, et se voulait mise à l'épreuve de modèles théoriques. Or, ce style de science est mis en porte à faux dès le milieu des années 1970 : l'éclatement du Tiers-Monde, les déceptions provoquées par l'échec ou le dévoiement de stratégies « révolutionnaires », la faillite des modèles de développement et la désaffection vis-à-vis des constructions théoriques trop abstraites découragent les sociologues du développement qui veulent avant tout se démarquer désormais d'une approche « militante » et se consacrent à des analyses plus historiques ou anthropologiques, ou à l'analyse des discours et des représentations... Mais ce retournement était aussi favorable à l'apparition d'un nouveau style de science : les changements de cap, décrits aux pages précédentes, en sont caractéristiques, et l'ORSTOM « réformé » y aura joué son rôle.

Dans le même temps, la sociologie « générale » (celle « généralement » pratiquée en pays développés) a également changé. D'un paradigme fonctionnaliste et féru de quantifications, on s'est rapidement déplacé vers des théories qu'on pourrait dire « de l'ordre »

ou de « structurations » : les préoccupations concernent les inégalités, la reproduction, la domination et l'enfermement ; ou la décision, l'organisation, la mobilité et la stratification sociale... Or, avec la crise des années 1970, les groupes formant le socle de la société se délitent (paysannerie, classe ouvrière), tandis que d'autres naissent, dans un conflit de valeurs (« la nouvelle classe ouvrière », « les cadres »)... Les formes majeures de structuration semblent se brouiller (la structuration en classes, par exemple), les « mouvements sociaux » se multiplient, polycentrés et d'échelle multiple (luttes locales, luttes féminines...), tandis que les instances régulatrices (Etat, partis, syndicats...) voient leur rôle diminuer. On reprend pied par l'observation empirique, aux niveaux les plus fins. La méthode biographique et l'analyse des réseaux servent à recomposer trajectoires individuelles et destins collectifs. Les recherches portent sur des phénomènes limités et l'on se méfie, là aussi, des généralisations hâtives. On s'attache aux acteurs et aux « raisons » qui les agitent. L'ordonnancement des branches de la sociologie s'en trouve bousculé, ouvertement ou subrepticement. Souvent, c'est en marge des domaines établis que de « nouvelles poussées », sans s'instituer, conquièrent de nouveaux champs³³. Une approche est prévalante, qui exige d'étudier le changement *in vivo*, en confrontant les échelles selon lesquelles peuvent s'observer les phénomènes étudiés. C'est très précisément le style d'approche auquel est parvenue la sociologie du développement. Rien d'étonnant à ce qu'il trouve à s'exprimer de façon privilégiée dans des champs qui se recourent.

2. Des champs partagés

Des collaborations vont prendre forme, par champs spécialisés. Tantôt des chercheurs d'un organisme viennent, deux à quatre ans, œuvrer dans une équipe de l'autre. Ainsi, l'ORSTOM recevra-t-il en « accueil-expatriation » plusieurs chercheurs du CNRS ou de l'Université. Ils travailleront, en Argentine, sur l'innovation et les transferts de technologie ; au Chili, sur le processus de (re)construction d'une identité nationale ; sur les sous-cultures de pauvreté, en divers pays ; au Mali, sur les cadres religieux de solidarité se substituant à l'aide sociale de l'Etat... Une autre forme de coopération consiste dans la conduite de programmes comparatifs par des équipes de deux organismes. Un dispositif de co-financement (l'ASP

33. L'ouvrage *Le sexe du travail, structures familiales et système productif* (Presses universitaires de Grenoble, 1984, 320 p.) en fournit un exemple extrême.

Sciences sociales CNRS-ORSTOM) est venu conforter (à partir de 1985) ces opérations d'abord spontanées. Il a soutenu, par exemple, des recherches sur l'innovation et la création d'entreprises en Thaïlande et Corée du Sud; sur la violence et sur une anthropologie de la guerre; sur l'émergence d'entrepreneurs dans les petites villes en Inde... Bien entendu, d'autres collaborations se nouent de façon plus informelle, mais durable, autour d'une découpe originale d'objet. N'en donnons que deux exemples: un intérêt commun pour les représentations de la maladie, la façon dont elles orientent le recours alternatif à plusieurs formes de soins, et les styles de professionnalisation médicale et para-médicale qui s'y lient, a conduit à la création conjointe de la revue *Sciences sociales et sociétés*. Autre exemple: une coopération suivie entre équipes de sociologie du travail donne lieu à un séminaire conjoint ORSTOM-EHESS, ainsi qu'à un programme de recherches ORSTOM-CNRS, étendu à la France, la Grande-Bretagne, plusieurs pays de l'Europe de l'Est et d'Amérique latine, sur l'interférence des conceptions du « métier » et des cultures d'entreprise dans la dynamique des transferts de technologie.

II. — LES DÉCALAGES

Qu'on ne surestime pas, toutefois, l'ampleur de ce mouvement vers un style de science commun. Il est loin d'être achevé et ne sera sans doute jamais exclusif. Entre « sociologie exo-centrée » et « sociologie endo-centrée » (nommées d'après le centre de gravité de leur exercice professionnel, soit, pour nous, en France — et, plus généralement, en Occident industrialisé —, ou en pays dits du Tiers-Monde), des écarts significatifs demeurent.

1. Des indifférences endo-centriques

Il est un lien organique entre les communautés savantes et leurs soutiens sociaux, les seconds influant subtilement sur les champs d'intérêt; or (financiers en tête), ces soutiens sont essentiellement nationaux: au Nord comme au Sud, les équipes de recherches sont ainsi freinées dans leur penchant pour la comparaison internationale. En France, par exemple, l'importante sociologie des migrations s'est intéressée principalement à « l'intégration », sur notre sol, des immigrants, et bien peu au

départ du pays, ou au retour. On imagine pourtant quel renouvellement de problématiques, et de perspectives pratiques, résulteraient d'études différemment centrées. Citons par exemple les recherches de J.-P. Hassoun qui analyse — quelque peu solitaire — la brusque mise en diaspora des Hmongs, étudiant minutieusement, dans la région d'origine et dans le pays d'accueil, les stratégies mises en œuvre par l'ensemble de la diaspora sur toute l'étendue de son réseau³⁴. Egalement original, un réseau de chercheurs alors centré au CERMOC a rassemblé en ouvrage les nombreux angles d'attaque auxquels peut donner lieu le plus grand mouvement actuel de migrations internationales: celui vers le Moyen Orient³⁵. De tels travaux suscitent l'intérêt, mais plus intellectuel qu'organique. Il est significatif que depuis 1980 l'ORSTOM, le CNRS ou l'Université, aient tous remarqué (et finalement intégré) les chercheurs ici mentionnés; mais sans que suive la construction d'une seule équipe, ou d'un seul laboratoire, entretenant la préoccupation comparatiste sur ce thème: et nul programme coopératif n'a été mis sur pied, entre organismes à vocation endocentrée ou exocentrée. Car la sociologie exocentrée est portée à mettre, elle aussi, le sujet de côté: elle se concentre « naturellement » (en s'accommodant aux intérêts des partenaires nationaux) sur les seuls aspects localement critiques de la migration. C'est ainsi que l'ORSTOM travaille également sur les Hmongs: en collaboration avec le Tribal Research Institute de Thaïlande, le programme se consacre à l'intégration nationale (thai) des minorités ethniques; mais nul volet ne prend en compte, complètement, les rapports avec la diaspora mondiale.

Les exemples pourraient se multiplier: il n'y a pas de programme coopératif dans certains domaines où des ponts sembleraient naturels. Retenons simplement que la structuration du champ scientifique, les enjeux des chercheurs, ont pour horizon la « demande sociale », exprimée et solvable, ou pressentie et diffuse — qui reste une demande « nationale »: ce biais entraîne fatalement des points aveugles, d'étonnantes indifférences. Lorsque

34. J.-P. Hassoun, « Les Hmongs à l'usine », in *Revue française de Sociologie*, vol. XXIX-1, janv.-mars 1988, p. 35-53; « La migration des Hmongs. Stratégie d'adaptation et capital ethnique », à paraître in *Actes de la Recherche en Sciences sociales*.

35. Cf. G. Beaugé, E. Longuenesse, *Communautés villageoises et migrations de main-d'œuvre au Moyen-Orient*, CERMOC, Beyrouth 1986, diffusion Sindbad, 238 p.; G. Beaugé, Roussillon A., *Le migrant et son double, Migrations et unité arabe* (préface de B. Etienne), Paris, Publisud, 1988, 191 p.; ainsi que *Tiers-Monde*, tome XXVI, n° 103, juillet-sept. 1985, n° spécial « Les migrations internationales au Moyen-Orient ».

l'ambition comparative naît, elle commence par le voisinage (la CEE, pour la France, comme l'Asie du sud-est pour la Thaïlande...); d'autant — il ne faut pas l'oublier — que les financements, s'ils dépassent le cadre national, sont d'abord régionaux... de même que l'audience que brigue le chercheur.

2. Des vocations propres

En s'exerçant à l'étranger, en coopération — de plus en plus — avec des communautés scientifiques locales, la sociologie exocentrée développe sa vocation propre. Elle s'astreint à un travail de « traduction mutuelle », montre son aptitude aux comparaisons, contribue à la construction de courants inspirés par le type de société analysé. N'en donnons qu'un exemple: en Inde, immergé parmi les travailleurs et lié aux chercheurs locaux, G. Heuzé a consacré plusieurs années à étudier milieux et mouvements ouvriers. L'une de ses premières démarches consiste dans l'élaboration d'une « grille » exprimant tout à la fois des positions dans la production et la hiérarchie, les réseaux de relations, les communautés qui en sont indissociables, qui sont les réalités centrales organisant la vie, et qui habitent la conscience des producteurs de biens et de services³⁶. Cette grille — aux étranges dénominations franco-indiennes — permettra de distinguer ensuite cinq types caractérisant l'activité *en même temps* que l'insertion économique et sociale des travailleurs. Le travail est ainsi qualifié de « domestique », « dépendant », « protégé », « rente » ou « libre », et ces catégories se révéleront nécessaires pour interpréter les mouvements sociaux observés, et pour situer les collectifs, syndicats, leaders, partis qui les animent ou qui en émergent. G. Heuzé contribue ainsi au débat indien à leur sujet; mais ces phénomènes originaux sont également *retraduits* en questions que la sociologie française peut reconnaître: la classe ouvrière peut-elle avoir sa place dans un monde dominé par la paysannerie? les castes sont-elles une entrave à l'organisation ouvrière? comment le mode de vie des travailleurs est-il influencé par la culture (ici, la culture hindoue)? quel type de leaders peut émerger de conflits du travail syncrétiques? quelles alternatives sociales sont avancées par les travailleurs indiens?

36. G. Heuzé, *Ouvriers d'un autre monde*, Paris, Ed. La Maison des Sciences de l'Homme, 1989, 400 p.

Le préalable d'une sociologie exocentrée est dans ce lent travail de déconstruction-reconstruction des catégories. On comprend qu'elle aime à s'orienter vers des sujets prêtant à comparaisons. On aura saisi que tout ne peut être recoupé: il est des originalités du mouvement social ou du type social global (la structuration en castes et non seulement en classes...) qui donnent un tour inédit aux questions sociales et à leurs possibles issues. En s'en emparant, dans le dialogue, la sociologie exocentrée contribue alors à l'élaboration du style original de science locale. Mais l'on aura compris aussi qu'elle peut produire d'importantes avancées généralisables (le « travail », c'est l'emploi + les réseaux d'insertion sociale; plusieurs types de travail s'opposent ainsi au « travail libre »...). Toute sociologie exocentrée³⁷ se caractérise ainsi par ces triples dispositions: 1) vers une coopération scientifique axée sur le débat d'idées autour des spécificités locales concrètes que la recherche de terrain met à jour; 2) tout en cherchant la confrontation avec des observations faites en des lieux ou à des échelles différentes; 3) pour contribuer à une élaboration théorique générale des phénomènes observés.

CONCLUSION:

POUR UNE SOCIOLOGIE COMPARATIVE DES TRANSFORMATIONS

Sauf dissolution dans l'histoire ou l'anthropologie (deux tentations...), quel devenir promettre à la sociologie du développement? Maxime Haubert fait utilement le tour (et la critique) « d'épistémologies alternatives³⁸ » que ses spécialistes peuvent se proposer: sociologie de l'insertion asymétrique dans le système-monde? confrontation d'autres rationalités à celle de l'Occident? sociologie des transitions, vers un nouveau type de société globale? ou, plus modestement, sociologie des interventions de terrain confrontant « développeurs » (qui en revendiquent l'intention) et « développés » (leurs contrepartie de fait)? Aucun des objets ne convainc de son autonomisation nécessaire en branche spécifique de la socio-

37. Et pas seulement quand elle s'implique dans les « pays en développement »: une revue comme *Comparaisons internationales* s'en fait la perspicace analyste (et B. Appay, dans un article inédit, utilise pratiquement les mêmes termes pour parler d'une coopération franco-britannique en sociologie des transformations professionnelles).

38. M. Haubert, « Un champ disciplinaire contesté: la "sociologie du développement" », in *Rapport CECOD*, 1989, p. 15-47.

logie: l'éclatement du Tiers-Monde différencie insertions actives et marginalisation; toutes sortes de raisons portent à revendiquer la modernité; la redistribution des chances et des puissances implique pays industrialisés et pays en développement; les acteurs et leurs enjeux échappent au face à face; les réseaux qui les lient et les raisons qui les meuvent nécessitent de combiner échelles et sphères d'activités. Suivrons-nous M. Haubert dans sa tentative de synthèse: la désignation pour objet de « pratiques sociales orientées par un projet de passage d'un type de société à un autre » ?

Une autre voie nous paraît plus probable: c'est celle qu'illustre le flux spontané d'initiatives né à l'ORSTOM, d'une mutation institutionnelle opérée en 1982. Pour elle, la « sociologie du développement » a vécu. C'est vrai dans la première acception du terme, celle d'une sociologie experte de la *modernisation* — attentive aux attitudes, aux mentalités, aux coûts sociaux du développement, aux freins du progrès et à ses soutiens (dont l'éducation, ou la participation). Ce l'est aussi de la sociologie de la dépendance, sociologie militante, attachée aux déterminants économiques, au jeu des macro-structures sociales, espérant des issues progressistes macro-politiques. Non que leurs travaux soient faux, inutiles ou dépassés. Mais l'évolution du monde a changé le style de science, et c'est en adoptant la découpe classique de champs définie par la sociologie mondiale qu'une sociologie exocentrée y insuffle sa vocation propre: celle issue des trois préoccupations de coopération, de comparaison, et de prise en considération de phénomènes totaux.

Les avatars de l'expérience montrent aussi qu'il est des forces contraires. Les bénéfiques de l'institutionnalisation dans le champ scientifique français (qui, pour l'heure, n'accorde de statut aux recherches exocentrées que soit dans le cadre d'une « sociologie du développement », soit « par aires culturelles ») ne seront pas abandonnés sans contrepartie; avec le déclin du tiers-mondisme, les milieux français intéressés à de telles recherches se resserrent; les quelques milieux professionnels concernés, et les ministères spécialisés (Coopération en tête) sont guidés dans leurs soutiens par la préoccupation d'opérations de terrains dont ils ont la charge (principalement en Afrique francophone)...

Il se peut donc que ce soit à l'abri d'une étiquette maintenue que la « sociologie du développement » poursuive sa révolution permanente: dans une rapide mutation des objets, et dans l'articulation informelle avec d'autres branches spécialisées: ainsi pro-

cède notre « sociologie rurale », depuis plus de deux décennies. Mais l'adoption de la découpe en branches classiques par le plus grand nombre des communautés scientifiques partenaires en PED, et la nécessité, pour la comparaison, d'accumuler savoirs et observations de manière suivie et dans des domaines précis, devront mettre terme à cette transition. De nouveaux alliés seront nécessaires. L'expérience de l'ORSTOM livre là aussi quelques indications: les jeunes communautés sociologiques de pays en développement sont généralement disposés à la coopération; leurs propres soutiens nationaux (y compris leurs gouvernements) s'y montrent intéressés (en Amérique latine et en Asie notamment), pourvu que ce soit dans des champs précis, qui renvoient aux spécialisations habituelles; domaine par domaine, la mondialisation aidant, certains types d'entreprises (et d'abord des firmes multinationales), certaines associations (ONG, syndicats...), les instances régionales ou internationales (CEE, PNUD, BIT...) se montrent de plus en plus intéressées par un style de science qui sort des cadres nationaux, crée des réseaux de coopération, « traduit » les faits observés de par le monde.

Ainsi peut trouver son statut une « *sociologie comparative des transformations* », héritière de la vocation de la sociologie du développement.